

La Société d'eau et d'énergie sous pression

Dossier de rédaction de H2o
March 2017

Au Gabon, c'est le 30 juin 2017 que prend fin la concession de la gestion de la production et de la distribution d'électricité et d'eau confiée il y a vingt ans au groupe français Veolia. Le ministre gabonais de l'Énergie a donné le 9 mars une conférence de presse dans laquelle il a clairement indiqué que la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), la filiale gabonaise de Veolia, ne se porte pas bien du tout. Le ministre de l'Eau et de l'Électricité, Guy Bertrand Mapangou, a dressé un bilan négatif de la concession conclue avec le groupe français Veolia pour gérer la SEEG : "Les tarifs ont augmenté de plus de 75 % pour l'électricité, et plus de 88 % pour l'eau, en 19 ans. L'autofinancement n'a pas été assuré. On note que les engagements pris par le concessionnaire n'ont pas été tenus." Pour épargner le pays d'une pénurie généralisée d'eau potable et des graves délestages en électricité, le gouvernement affirme avoir investi, durant la période de la concession, 635 milliards de francs CFA, cet investissement ayant permis construire des barrages hydroélectriques, des centrales à gaz, des châteaux et des conduites d'eau potable.

Le ministre a toutefois précisé que le 30 juin prochain, date de la fin de la concession, Veolia ne sera pas chassée du Gabon puisqu'un nouveau contrat de cinq ans lui a été accordé, mais assorti de conditions. (...) Contactée par RFI, la direction de la SEEG n'a pas souhaité réagir à chaud. Elle dit préparer sa propre conférence de presse. Il y a longtemps déjà précise le journal que la SEEG et Veolia se comportent comme "un couple qui se cogne dessus sans envisager le divorce".

Radio France Internationale - AllAfrica